

Unité interdépartementale Nièvre-Yonne
Pôle carrières, matériaux, déchets
40 rue de la Préfecture
58026 NEVERS CEDEX

Nevers, le 31 mai 2022

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 13/05/2022

Contexte et constats

Publié sur



TERRALIA

« Linière »

58160 LA FERMETÉ

Références : 220412

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 13/05/2022 dans l'établissement TERRALIA implanté Linière 58160 LA FERMETÉ. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Cette visite d'inspection a été effectuée de manière inopinée lors d'une action « Coup de poing incendie » menée par la DREAL. Cette action vise essentiellement les sites dont le risque majeur est l'incendie.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- TERRALIA
- « Linière » - 58160 LA FERMETÉ
- Code AIOT dans GUN : 0025100019
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED - MTD

L'ISDND de La Fermeté est un centre d'enfouissement de déchets non dangereux qui a connu un incendie d'importante ampleur en 2021.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

À chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite
- la prescription contrôlée
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées
 - les observations éventuelles
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous)
 - le cas échéant, la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il sera proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives.
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes sont susceptibles de faire l'objet de propositions de suites administratives :

Nom du point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
Moyens de prévention	Arrêté Préfectoral du 30/03/2007, article 7.7.1	/	Sans objet

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

Nom du point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
Entretien des moyens d'intervention	Arrêté Préfectoral du 30/03/2003, article 7.7.2	/	Sans objet
Ressources en eau	Arrêté Préfectoral du 30/03/2007, article 7.7.3	/	Sans objet
Consignes générales d'intervention	Arrêté Préfectoral du 30/03/2007, article 7.7.5	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Dans l'ensemble, les mesures concernant le risque incendie sont bien appliquées.

2-4) Fiches de constats

Nom du point de contrôle : Moyens de prévention

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 30/03/2007, article 7.7.1
Thème(s) : Risques accidentels, /
Prescription contrôlée : L'établissement est doté de moyens adaptés aux risques à défendre et répartis en fonction de la localisation de ceux-ci. L'ensemble du système de lutte contre l'incendie fait l'objet d'un plan de sécurité établi par l'exploitant en liaison avec les services d'incendie et de secours. Les abords du site doivent être débroussaillés et entretenus de manière à éviter la propagation éventuelle d'un incendie, tant d'origine interne qu'externe à l'établissement. Une quantité suffisante de matériaux de couverture doit notamment être constamment disponible sur le site.
Constats : - Les moyens d'alerte d'incendie et de secours en place sont une télésurveillance via caméra thermique. En dehors des heures ouvrées, soit de 18 h à 7 h en semaine, de 16 h 30 le vendredi à 7 h le lundi pour le week-end et 24 h/24 les jours fériés, la télésurveillance est assurée par la société PANTHERA. La procédure est la suivante : le seuil d'alarme est fixé à 90°C ; lorsque l'alarme se déclenche, la société PANTHERA appelle directement les pompiers et les agents de l'installation dans un ordre défini. Les agents peuvent visualiser les caméras et l'alarme via leurs smartphones pour agir rapidement (les premiers intervenants sont domiciliés à moins d'un quart d'heure). Ils se déplacent sur site pour aider les pompiers. Pendant les heures ouvrées, la surveillance est assurée par les employés ; le seuil d'alarme est fixé à 350°C mais une personne est présente en permanence pour repérer une éventuelle émanation de fumée, le personnel est formé à ce risque, une lance à incendie propre au site, en état de fonctionnement, est en place à proximité de la zone d'activité du casier présentant le plus de risque. - Des extincteurs sont répartis sur le site. Un bungalow n'a pas d'extincteur, il s'agit d'un bungalow de stockage divers qui contient des matières inflammables. - Les plans des bâtiments et des aires de gestions sont affichés et à jour. - Les abords du site étaient en cours de débroussaillage au moment de l'inspection. - De par l'installation, une réserve de terre est présente sur site en permanence et les équipements propres à l'installation permettent de déplacer cette terre en cas de besoin.
Observations : Tous les bâtiments de l'installation doivent être équipés correctement en moyens d'extinction. <u>L'exploitant dispose de 2 mois pour se mettre en conformité sur ce point et le justifier à l'Inspection.</u>
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Entretien des moyens d'intervention

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 30/03/2003, article 7.7.2
Thème(s) : Risques accidentels, /
Prescription contrôlée : Ces équipements sont maintenus en bon état, repérés et facilement accessibles. L'exploitant doit pouvoir justifier, auprès de l'inspection des installations classées, de l'exécution de ces dispositions. Il doit fixer les conditions de maintenance et les conditions d'essais périodiques de ces matériels. Les dates, les modalités de ces contrôles et les observations constatées doivent être inscrites sur un registre tenu à la disposition des services de la protection civile, d'incendie et de secours et de l'inspection des installations classées.
Constats : L'installation dispose de 19 extincteurs répartis sur le site : 14 fixes sur les installations et un par engin. Les plans ont été mis à jour en 2021 et l'intégralité du personnel a été formée à la manipulation des extincteurs le 16/02/2022. La vérification des extincteurs a été effectuée le 05/01/2022, les PV des 19 extincteurs ont été présentés. Les extincteurs ayant besoin d'être changé l'ont été. Un extincteur présente une fuite dans le bureau à proximité de la porte. Une demande a été faite la veille de l'inspection pour intervenir et l'intervention doit avoir lieu le lendemain de l'inspection. Il a en réalité été changé par la société EUROFEU pendant l'inspection. L'inspection a pu vérifier le bon état de fonctionnement de la lance à incendie ainsi que de la caméra thermique. Le registre de sécurité du site à jour a été montré à l'inspection.
Observations : /
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Ressources en eau

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 30/03/2007, article 7.7.3
Thème(s) : Risques accidentels, /
Prescription contrôlée : L'établissement doit disposer de moyens de lutte contre l'incendie adaptés aux risques à défendre. En particulier, deux réserves d'eau de 240 m ³ chacune, accessibles en toutes saisons, avec plate-forme d'aspiration, sont aménagées conformément aux indications figurant au dossier et aux spécifications du SDIS.
Constats : Le site dispose de deux bassins de réserve d'eau un petit de 150 m ³ qui alimente un plus grand de 830 m ³ . Le volume total étant supérieur à celui prescrit dans l'AP, cela n'amène pas d'observation.
Observations : Il est rappelé à l'exploitant qu'il doit pouvoir s'assurer qu'il dispose en permanence d'un volume d'eau suffisant.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Consignes générales d'intervention

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 30/03/2007, article 7.7.5
Thème(s) : Risques accidentels, /
Prescription contrôlée : Des consignes écrites sont établies pour la mise en œuvre des moyens d'intervention, d'appel des secours extérieurs. Le personnel est entraîné à l'application de ces consignes.
Constats : Les consignes de sécurité et d'incendie sont affichées et à disposition dans le bureau. Dernière mise à jour en 2021 pour les bonnes pratiques ainsi que les consignes hors exploitation et en 2019 pour les consignes en exploitation.
Observations : /
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet